

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 4/07/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2023

Partie nominative

PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse

Route DE CHALAMPE

68390 Sausheim

Affaire suivie par : MOULIN-OLLAGNIER Béranger

Téléphone : 03.88.13.08.90

Courriel : berenger.moulin-ollagnier@developpement-durable.gouv.fr

Références : 0006700467_2023_05_24_PeugeotCitroen_GENERAL_VIIC_rejets-air

Code AIOT : 0006700467

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 24/05/2023 de l'établissement PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse implanté Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- MOULIN-OLLAGNIER Béranger, Unité départementale du Haut-Rhin, inspecteur de l'environnement
- MUSACCO Barthélémy, Unité départementale du Haut-Rhin, Technicien Supérieur Principal du Développement Durable

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- Christophe GADENNE, Responsable Environnement-Energie STELLANTIS Mulhouse
- David SKARBK, Technicien Maintenance et Animateur Environnement-Energie Secteur Outillage
- David CALCAGNO, Responsable Technique Secteurs Ferrage/Emboutissage
- Olivier BISELLO, Responsable Amélioration Continue/Environnement-Energie Secteurs Ferrage / Emboutissage
- Sandro PETRONELLA, Animateur Environnement-Energie Secteurs Ferrage/Emboutissage

- Fabien GUINOT, Directeur Secteur Ferrage
- Alan MEISTER, Responsable Secteur Emboutissage
- Mohamed MAHDIYAN, Technicien Maintenance et Environnement-Energie Secteur Montage
- Mickael LEFEVRE, Responsable Maintenance Secteur Montage

Le courriel d'échange avec l'administration est christophe.gadenne@stellantis.com.

Rédacteur
L'inspecteur de l'environnement MOULIN-OLLAGNIER Béranger & Le Technicien Supérieur Principal du Développement Durable MUSACCO Barthélémy

Vérificateur	Approbateur
Mohamed KHEDJOUT	Par délégation Philippe LIAUTARD

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 24/05/2023 de l'établissement PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse implanté Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Auto surveillance des effets sur l'environnement - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019 article : 10.2.1.2 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Etude - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019 article : 10.2.1.3 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : VALEURS LIMITES DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019 article : 3.2.4 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Les prescriptions relatives aux dispositions contrôlées et rappelées ci-après feront ultérieurement l'objet d'un **arrêté préfectoral complémentaire** afin d'être modifiées :

- nom : CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019 article : 3.2.2
- nom : Auto surveillance des rejets atmosphériques - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019 article : 10.2.1.1

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 4/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse

Route DE CHALAMPE

68390 Sausheim

Références : 0006700467_2023_05_24_PeugeotCitroen_GENERAL_VIIC_rejets-air
Code AIOT : 0006700467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2023 dans l'établissement PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse implanté Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse
- Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006700467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Stellantis de Mulhouse du groupe automobile Stellantis (ex-Groupe PSA) est un site d'assemblage (emboutissage, ferrage, peinture et montage) mais il abrite d'autres activités permettant la fabrication d'automobiles ou pièces de rechange (Forge, Fonderie, etc). Les activités du site sont génératrices d'émissions de toutes natures dont les émissions dans l'air issues (en dehors de la chaufferie, fonderie, forge, peinture et mécanique) des ateliers d'usinage, de ferrage, et de montage.

Le thème de visite retenu est le suivant : Rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Auto surveillance des effets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 10.2.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Etude	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 10.2.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	VALEURS LIMITES DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 3.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 3.2.2	/	Sans objet
5	Auto surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 10.2.1.1	/	Fera l'objet d'une modification de prescriptions ultérieurement
6	VALEURS LIMITES DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 3.2.4	/	Fera l'objet d'une modification de prescriptions ultérieurement

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site mettent en avant 3 situations de non-conformité :

- l'exploitant n'a pas pu démontrer et justifier le respect du seuil de 150kg/h d'émissions de COV. L'exploitant a transmis les valeurs de flux horaires pour l'atelier Peinture mais n'a pas pris en compte tous les ateliers (émetteurs de COV) du site,
- l'exploitant a transmis une étude (24/02/2021) pour déterminer un programme de surveillance en adéquation avec les rejets atmosphériques de l'atelier FERRAGE. Cependant, après analyse de cette étude, il s'avère qu'elle est incomplète. Notamment :
 - le programme de surveillance n'a pas été établi sur la base des dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560,
 - l'exploitant n'a pas formalisé son argumentaire sous la forme prévue par la prescription :
 - description succincte des activités,

- liste des points d'émission (tout émissaire confondu et non pas uniquement ceux jugés comme représentatifs par l'exploitant) dans l'atmosphère de l'atelier,
- nature des polluants susceptibles d'être émis,
- aucune fréquence d'autosurveillance n'est proposée par l'exploitant dans les documents de cette réponse qu'il apporte à l'inspection,
- la méthode d'évaluation des rejets annuels n'est pas décrite,
- la méthodologie de calcul du flux de poussières ne prend pas en compte l'ensemble des émissions de poussières de l'atelier.

De plus, deux situations nécessitent la rédaction de prescriptions complémentaires par la voie d'un Arrêté Préfectoral Complémentaire notamment sur la définition du nombre des émissaires des ateliers et la détermination d'un programme de surveillance des poussières et des COVNM pour les ateliers "MONTAGE" et OUTILLAGE".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Auto surveillance des effets sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 10.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions de l'article 63 de l'arrêté ministériel du 02/02/98, l'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air autour de son site pour les composés suivants si le flux émis par ses installations en COVNM dépasse 150 kg/h (l'exploitant est en mesure de justifier à l'inspection les valeurs obtenues si le flux horaire d'émission est en dessous de 150 kg/h).
Constats : En amont du contrôle, et sur sollicitation de l'inspection, l'exploitant a transmis les valeurs horaires émises pour l'atelier peinture uniquement, et non pour l'ensemble des émissions COV du site. Lors du contrôle, l'exploitant a mentionné être en train de travailler sur la compilation des données afin de répondre favorablement à la prescription contrôlée. Lors du contrôle et en date de rédaction du présent rapport, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il ne dépassait pas pour son site le seuil de 150 kg/h pour les émissions globales en COV de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Etude

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 10.2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, pour le 31/12/2020 : <ul style="list-style-type: none"> • un programme de surveillance des émissions atmosphériques de l'atelier « Ferrage » établi sur la base des dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- les éléments permettant de justifier de sa pertinence, notamment : une description succincte des activités, la liste des points d'émission dans l'atmosphère de l'atelier, la nature des polluants susceptibles d'être émis, ;
- la méthode d'évaluation des rejets annuels dans l'atmosphère des différents polluants.

L'exploitant met en œuvre le programme de surveillance de ses émissions atmosphériques de l'atelier « Ferrage » propose à partir du 01/01/2021.

Constats :

Par courrier du 24 février 2021, l'exploitant a transmis ses réponses en lien avec l'étude imposée par la prescription contrôlée.

Dans son courrier, l'exploitant mentionne qu'il a mis à jour son plan de surveillance, qu'il a également réalisé une mise à jour de la cartographie des émissaires de l'atelier Ferrage, en développant un argumentaire détaillé du choix des points de mesures qu'il considère représentatif de ses émissions. Il accompagne ce courrier d'un fichier de "synthèse des points de rejets atmosphériques PSA Mulhouse".

L'analyse des éléments transmis par l'exploitant en 2021, et les échanges tenus en salle montre que:

- le programme de surveillance de l'atelier ferrage n'a pas été établi sur la base des dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. En effet, cet arrêté prévoit notamment à ses articles 39 et 46, la surveillance de nombreux paramètres (poussières et métaux par défaut, ajouté à cela un ensemble de substance spécifiques en fonction des activités et produits susceptibles d'être engagés sur site),
- l'exploitant n'a pas formalisé son argumentaire sous la forme prévue par la prescription :
 - description succincte des activités,
 - liste des points d'émission (tout émissaire confondu et non pas uniquement ceux jugés comme représentatifs par l'exploitant) dans l'atmosphère de l'atelier,
 - nature des polluants susceptibles d'être émis,
- aucune fréquence d'autosurveillance n'est proposée par l'exploitant dans les documents de cette réponse qu'il apporte à l'inspection,
- la méthode d'évaluation des rejets annuels n'est pas décrite,

Par ailleurs certains de ses choix actuels ne sont pas recevables en terme de représentativité des émissions de l'atelier Ferrage (qui pourraient être minimisées en fonction des cas de figure se présentant sur site).

En effet, à ce stade, aucun élément technique n'étaye les choix de l'exploitant quant aux émissaires représentatifs. Il a pu être constaté sur site, que le point de rejet n°1 retenu par l'exploitant se trouvait dans une zone à faible émission, non représentative du fonctionnement des installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Unité	Nombre de rejets « procédés »	Nombre de rejets « ambiance »	Observations pour les rejets procédés
Ferrage SA56	74*	48*	Émissaires sur des îlots de robotisés de soudure et d'encollage
Montage	12*	0*	Émissaires liés aux bancs de tests et aux installations de retouche de peinture
Outillage	19*	22*	Ensemble de machines d'usinage et fours et trempe
Emboutissage	0*	/	Ensembles de machines (presse, cisaille, tour, perceuse, scie plieuse)

**Nombre d'émissaires à titre indicatif*

L'inventaire des émissaires des ateliers du site doit être mis à jour à chaque modification des installations. Il est tenu à disposition de l'inspection. Les émissaires des pôles « Mécaniques, Fonderie, Forge, Peinture et Chaufferie » ont été réglementés par leurs arrêtes spécifiques.

Constats :

Concernant l'atelier Montage : les constats réalisés par échantillonnage sur site, et l'examen des documents de recensement des émissaires fournis par l'exploitant confirme la présence de 12 émissaires procédés.

En revanche, la prescription est inadaptée compte tenu de la présence de nombreux extracteurs d'ambiance dans l'atelier.

Concernant l'atelier Emboutissage : les constats réalisés par échantillonnage sur site, et l'examen des documents de recensement des émissaires fournis par l'exploitant confirme l'absence d'émissaires (et d'émissions) procédés.

En revanche, la prescription est inadaptée compte tenu de la présence de nombreux extracteurs d'ambiance dans l'atelier.

Concernant l'atelier Outillage : les constats réalisés par échantillonnage sur site et l'examen des documents de recensement des émissaires fournis par l'exploitant confirme la présence des 19 émissaires « procédés ».

En revanche, certains procédés de travail du métal de l'atelier Outillage (four, usinage, grenaillage, découpe) sont captés mais ne sont pas comptabilisés dans le listing des émissaires « procédés » car le rejet se fait à l'intérieur de l'atelier (donc captés par les émissaires « ambiant »).

Il convient donc de prévoir un programme d'autosurveillance des rejets atmosphériques pour l'atelier Outillage. Ce point sera traité dans le point de contrôle « Autosurveillance des rejets atmosphériques ».

Concernant l'atelier Ferrage : les constats réalisés par échantillonnage sur site et l'examen des documents de recensement des émissaires fournis par l'exploitant, ne permettent pas à l'inspection de conclure sur le nombre d'émissaires « procédés » et « ambiant » présents dans l'atelier Ferrage.

En effet, d'après le document présenté :

- présence de 18 émissaires « Ambiant » contre 48 notifiés dans l'arrêté
- présence de 29 émissaires « Procédés » contre 74 notifiés dans l'arrêté

Cependant, la prescription indique que le nombre d'émissaires est à titre indicatif donc la prescription est inadaptée.

Type de suites proposées : avec suite

Proposition de suites : Lettre préfectoral (demande de complément car prescription inadaptée)

N° 5 : Auto surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 10.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :

Unité	Installations	Paramètres	Fréquences
Montage	3 extracteurs d'air :1 extracteur d'air par la ligne de retouche de peinture BOXRETA1/A2 - BOXRETB1/B2 - RETPEI	COVNM	Annuelle
Ferrage	cf. article 10.2.1.2		

Constats :

Concernant l'atelier Montage :

Les box de retouche peinture sont constitués de 3 lignes de retouches (2 des lignes contiennent 2 cabines chacune, soit 5 cabines au total). Il a pu être constaté sur site la présence de 3 extracteurs d'air. La prescription contrôlée prévoit un contrôle annuel sur chacun des 3 émissaires pour le paramètre COVNM. L'exploitant a fait procéder à ce contrôle annuel pour chacun des émissaires sur l'année 2022. Considérant l'activité d'application peinture par pulvérisation, il apparait pertinent de surveiller également les valeurs émises pour le paramètre poussière. La prescription telle que rédigée à ce jour est inadaptée.

Concernant l'atelier Outillage :

L'arrêté préfectoral n'établit pas de programme de surveillance pour les émissaires de cet atelier, l'exploitant fait procéder à fréquence annuelle (vérification faite pour 2022) à la mesure des émissaires suivants :

• RGA. Paramètres contrôlés : vitesse et poussières totales

• Aspiration ONA. Paramètres contrôlés : vitesse et poussières totales

• Four et Trempe TIV. Paramètres contrôlés : vitesse, poussières totales, et COVNM.

L'exploitant a mis en place un plan de surveillance de certaines des émissions de l'atelier. Cependant, au vu des activités constatées sur site (notamment soumises aux rubriques : 2560, 2561 et 2575), l'inspection considère la prescription telle que rédigée actuellement comme, inadaptée. Il convient que des prescriptions complémentaires viennent renforcer les dispositions actuellement opposables à l'atelier usinage, en s'inspirant des prescriptions ministérielles lorsqu'elles existent.

Concernant l’atelier Emboutissage:

aucune surveillance n'est imposée. Aucune émission (rejet atmosphérique) procédé n'a été constatée sur site. Compte tenu de la nature des procédés, l'exploitant n'a pas défini de programme de surveillance pour les émissions de cet atelier.

Concernant l’atelier Ferrage:

l'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des émissaires dit « représentatif » de la pollution émise par l’activité. L’exploitant réalise une mesure annuelle pour chacun des émissaires déterminés (mesures réalisés pour l’année 2022). La conformité de la méthode retenue et du programme de surveillance sera traitée dans le point de contrôle « Étude ».

Type de suites proposées : Avec suite (prescription inadaptée)

Proposition de suites : Lettre préfectoral (demande de complément car prescription inadaptée)

N° 6 : VALEURS LIMITES DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 3.2.4 alinéa 1			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : VALEURS LIMITES DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES			
Unité	Installations	Paramètres	Concentrations (mg/Nm³)
Ferrage	Extracteurs procédés	poussières	40
	Extracteurs procédés	Pb et composés	1
		Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5
Montage	3 extracteurs : 1 extracteur par la ligne de retouche de peinture BOXRETA1/A2 - BOXRETB1/B2 - RETPEI	COVNM	50
Outillage	Extracteurs d'usinage	poussières	40
	Fours et trempe	COVNM	150
		poussières	40

Constats :
Seul les paramètres poussières et COVNM ont été inspectés.

Concernant l'atelier Montage : pour l'année 2022, l'exploitant a mesuré les concentrations suivantes en COVNM sur chacun des émissaires réglementés :

- extracteur de la ligne de retouche de peinture BOXRETA1/A2 : 3.61 mg/Nm³
- extracteur de la ligne de retouche de peinture BOXRETB1/B2 : 1.21 mg/Nm³
- extracteur de la ligne de retouche de peinture RETPEI : 7.43 mg/Nm³

Pour une valeur limite imposée à 50 mg/Nm³.

Concernant l'atelier Outillage : pour l'année 2022, l'exploitant a mesuré les concentrations suivantes sur chacun des émissaires qu'il a défini comme représentatif :

- Extracteur RGA (activité de sciage de l'acier) : poussières = 0 mg/Nm³
- Extracteur ONA (activité d'usinage) : poussières = 0,085 mg/Nm³
- Extracteur Four et trempe TIV : poussières = 0 mg/Nm³ ; COVNM = 1,046 mg/Nm³

Pour des valeurs limites imposées à 150 mg/Nm³ pour les COVNM et 40 mg/Nm³ pour les poussières.

Concernant l'atelier Ferrage : pour l'année 2022, l'exploitant a mesuré les concentrations suivantes sur chacun des émissaires qu'il a défini comme représentatif :

- Econovent B AMBIANCE : poussières = 0,21 mg/Nm³
- Econovent B PROCESS : poussières = 0 mg/Nm³
- Econovent F AMBIANCE : poussières = 0 mg/Nm³
- Econovent F PROCESS : poussières = 0 mg/Nm³
- Econovent O AMBIANCE : poussières = 0,059 mg/Nm³
- Extracteur 1 : poussières = 0 mg/Nm³
- Extracteur 10 : poussières = 0 mg/Nm³

Pour une valeur limite imposée à 40 mg/Nm³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : VALEURS LIMITES DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES,

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 3.2.4 alinéa 3							
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques							
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet							
Prescription contrôlée : Les émissions totales du site (issues des installations réglementées par cet arrêté et de celles réglementées par les arrêtés spécifiques) respectent les valeurs limites suivantes :							
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Flux annuel maximal</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Poussières</td><td>20 t/an</td></tr> <tr> <td>NOx</td><td>60 t/an</td></tr> </tbody> </table>	Paramètres	Flux annuel maximal	Poussières	20 t/an	NOx	60 t/an	
Paramètres	Flux annuel maximal						
Poussières	20 t/an						
NOx	60 t/an						
Constats : Les constats n'ont porté que sur le paramètre "Poussières" de l'atelier Ferrage (extracteurs Ambiant + Procédés). En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un document détaillant sa méthodologie de calculs de flux annuel de poussières pour l'atelier Ferrage. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a explicité sa méthode:							
<p>LEGENDE :</p> <ul style="list-style-type: none"> = ECONOVENT = Econovent PROCESS = Econovent AMBIANCE = EXTRACTEUR = Point de mesure représentatif proposé. (La seule source de pollution de l'air de l'atelier de STRUCTURE est la poussière issue de la soudure. Soudures de cordon ARC, soudure en cabine laser, soudure Tucker, soudure par point.). Les points de mesure proposés sont représentatifs pour la zone dans laquelle il se trouve. = ZONE FAIBLE EMISSION (Type AGV, Logistique, prépa.) = Éléments de SOUDURE (Cordon) = Éléments de SOUDURE (Pion Tucker) = Éléments de SOUDURE (Cabine Laser) <small>La soudure par point est présente dans tous les secteurs de fabrication.</small> = Zone de représentativité des émissaires. 							
L'exploitant « découpe » l'atelier Ferrage en plusieurs secteurs (de A à E), Dans chaque secteur, l'exploitant définit un émissaire « représentatif » où les émissions sont les plus significatives et représentatives de l'activité. Exemple : pour le secteur D, l'émissaire représentatif est le point F. Sur ce point, l'exploitant réalise des mesures de poussières (si un émissaire A (ambiant) et un							

émissaire P (procédé) sont présents sur le même point, alors une mesure par émissaire est réalisée).

Le flux annuel est déterminé :

- en prenant les mêmes résultats de mesures pour l'ensemble des extracteurs de la zone définie (ici pour le secteur D, 8 extracteurs)
- en appliquant cette règle sur chaque zone
- en multipliant par le nombre d'heures de fonctionnement de l'émissaire représentatif
- en faisant la somme de toutes les zones.

La valeur calculée est de 40 kg pour l'année 2022.

L'exploitant ne justifie pas le caractère significatif et représentatif des émissaires retenus pour chaque secteur (en d'autre terme, le plus émissif en poussières) et d'autre part, l'exploitant n'applique pas cette mesure à l'ensemble des extracteurs de l'atelier Ferrage (seulement 47 extracteurs sur les 122 émissaires Ferrage notifiés dans l'Arrêté Préfectoral).

De plus, la valeur doit être rapportée aux valeurs de flux de poussières des autres ateliers pour pouvoir vérifier le respect de la valeur limite (20 t/an).

Cette méthode est similaire à la méthode de calcul du flux de poussières de l'atelier Mécanique (constaté lors de la visite d'inspection du 12/05/2023). Il avait été déjà constaté une dérive similaire sur la méthode de calcul de flux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois